



**Komitee für den Europäischen Bundesstaat**  
**Committee for a European Federal State**  
**Comité pour l'Etat Fédéral Européen**  
**Comitato per lo Stato federale Europeo**  
**Comité voor de Europese Federale Staat**

[www.euraction.org](http://www.euraction.org) - [euralert@euraction.org](mailto:euralert@euraction.org)

Press release

## UN ETAT FÉDÉRAL EUROPÉEN POUR ENRAYER LA CRISE FINANCIÈRE

La crise financière déclenchée par les faillites et les difficultés de nombreuses banques américaines s'étend à l'Europe. Et les doutes se multiplient quant à la capacité de l'Union Européenne en général, et de la zone euro en particulier, à protéger les citoyens des conséquences que pourraient avoir la crise sur l'économie, le commerce et les perspectives de développement. Une nouvelle fois, l'UE se retrouve démunie d'outils pour agir.

Sans l'appui d'un véritable gouvernement européen, qui pourrait réagir immédiatement aux rebondissements successifs, la banque centrale et l'euro se révèlent comme des bastions encore fragiles, exposés aux initiatives unilatérales des Etats membres. Le contraste avec ce qui s'est passé aux Etats-Unis ne pourrait pas être plus flagrant: alors que Washington débat de la qualité ou des défauts du plan "anti-crise" approuvé par le Congrès, Bruxelles ne sait même pas par quel bout prendre la question, parce qu'en dernière analyse le pouvoir de décision, dans ce domaine aussi, est entre les mains des gouvernements nationaux.

Se couvrant de ridicule, la Commission européenne presse les Américains de montrer leur sens des responsabilités, sans même se rendre compte que ces derniers temps les Européens n'ont rien fait pour empêcher les Etats-Unis de commettre leurs erreurs en politique étrangère comme en matière de finance et d'économie; de la même façon, ils n'ont rien fait pour résoudre le problème du secteur énergétique et des relations avec la Russie ou le Moyen Orient, ce qui a contribué à aggraver la situation, et continue à la détériorer.

Lorsque l'on en vient à regarder la situation des Etats membres le tableau apparaît tout aussi alarmant.

Des commentateurs, tels qu'Arnaud Leparmentier dans le Monde, commencent à dire qu'une approche fédérale européenne est nécessaire, mais se contentent de soutenir le vague plan français de coordination économique et financière consistant à mettre en place un fonds européen de garantie sans armature institutionnelle fédérale. Nous sommes les témoins de l'habituelle comédie, et des erreurs en chaîne qu'elle entraîne. La France lance un appel en faveur d'une sorte de fonds européen sans préciser si elle souhaite créer des institutions fédérales, ni comment, ni avec qui. L'Allemagne réponds que le fonctionnement de l'Union Européenne repose sur la subsidiarité, et non sur la dépendance de l'aide d'une autorité centrale. L'Italie se contente de réaffirmer, avec un égoïsme provincial, que la crise ne l'atteindra pas.

Pour le meilleur ou pour le pire, l'Etat, aux Etats-Unis mais pas seulement dans ce pays, entreprends à nouveau des actions, et après des années de dérégulation irresponsable, agit à nouveau comme régulateur, ainsi que comme redistributeur de la dette et des richesses au sein de la société. Dans une Europe divisée au contraire, les Etats agissant séparément se défilent pour ne pas assumer leurs responsabilités, parce qu'ils n'ont pas la taille suffisante pour contrôler et contrecarrer les effets d'un possible effondrement de quelques mastodontes bancaires, qui ont désormais grandi bien au-delà des frontières nationales.

L'heure est ainsi venue pour les Européens de s'interroger sur la direction à donner à leur processus d'intégration, sur ses buts, sur l'anachronisme de leurs petits Etats et sur les bases à partir desquelles ils ont l'intention d'établir leurs perspectives pour le développement et le bien-être des générations futures. L'actuelle Union Européenne, malgré ses réalisations accomplies avec succès, n'offre pas le cadre pour s'attaquer à de tels défis, ni pour résoudre ces questions favorablement. Nous ne pouvons pas davantage croire que la Banque Centrale Européenne et la monnaie unique puissent le faire sans l'appui d'un Etat et d'un gouvernement à leur échelle. Seule une vraie fédération européenne pourrait rebâtir le cercle vertueux de la monnaie, de l'économie, de l'administration, de la politique

**Under the auspices of the Kerneuropaverein – Association for a Federal Core e.V.**  
**President, Franco Spoltore, c/o MFE Pavia, via villa Glori 8, I-27100 Pavia**  
**Secretary, Yves Lagier, UEF Franche Comté, 2, Place Payot, F- 25000 Besançon**  
**Treasurer, David Schneider-Addae-Mensah, Heidenschanzweg 3, D-77694 Kehl**

étrangère et du contrôle démocratique du développement. Mais puisqu'une telle fédération ne peut plus se fonder sur l'actuelle structure institutionnelle, il est aussi nécessaire de relancer la construction européenne en dehors du cadre des traités existants, qui n'offrent plus aujourd'hui de marges de progression vers des objectifs fédéraux. Pour cette raison, nous avons aujourd'hui un besoin urgent d'un premier noyau d'Etat fédéral doté des instruments et des ressources en vue d'agir efficacement dans le nouvel équilibre planétaire.

A l'époque du Traité de Maastricht, l'initiative et la détermination d'un groupe de pays a empêché la Grande-Bretagne de bloquer l'union monétaire et la naissance de l'euro. Il est assez clair aujourd'hui que la responsabilité de prendre l'initiative de la création d'une fédération européenne repose sur les Etats fondateurs, leurs classes politiques et leurs institutions, à commencer par la France, l'Allemagne et l'Italie, qui d'abord prirent sur elles après la seconde guerre mondiale d'enclencher le processus d'unification des Européens.

Il est nécessaire que les partis politiques et les forces active des sociétés de ces pays, encore attachés au destin de l'Europe dans le monde, demandent à leurs gouvernements et parlements respectifs de s'engager aussi vite que possible à bâtir les fondations d'un premier noyau d'un Etat fédéral européen. Sans cela, les Européens resteront à la merci des conséquences de la crise financière comme de l'équilibre entre les grandes puissances extérieures à l'Europe et seront même exposés au risque toujours plus fort d'une mise en péril de leur modèle d'Etat social sur lequel la protection sociale des citoyens d'Europe s'est appuyée depuis des décennies.

October 2008